

« Faire de la justice un projet collectif »

**42 chercheurs universitaires et 44 partenaires de la justice s’allient
pour réaliser un grand projet sur l’Accès au droit et à la justice (ADAJ)**

Montréal, le 14 septembre 2016 – L’Université de Montréal annonce aujourd’hui le lancement d’un important consortium de recherche consacré au thème de l’accès au droit et à la justice. [ADAJ](#) regroupe 42 chercheurs et collaborateurs de 9 universités et 44 partenaires de la justice. Il regroupe notamment la Cour supérieure, la Cour du Québec de même que le ministère de la Justice du Québec, de nombreuses cliniques juridiques de quartier, le Barreau du Québec, la Chambre des notaires, Soquij et Éducaloi.

« Le but que nous poursuivons est de réaliser toute une série de projets-pilotes susceptibles de remettre le citoyen au cœur du système juridique pour faire enfin de la justice un projet collectif », affirme Pierre Noreau, directeur scientifique du projet, chercheur au Centre de recherche en droit public (CRDP) et professeur à la Faculté de droit de l’Université de Montréal.

Vingt [chantiers](#) de recherche sont ainsi lancés simultanément. Ils abordent la majorité des problèmes auxquelles la justice et les citoyens sont confrontés aujourd’hui : la multiplication des citoyens qui se présentent seuls devant les tribunaux, la lisibilité des contrats et des lois, le développement des pratiques de médiation et de conciliation, le développement des mesures de rechanges en matière pénale, l’évolution du recours collectif, la justice sans papier, etc. Le site internet du projet ([adaj.ca](#)) décrit l’ensemble de ces grands chantiers. « Chaque chantier met à contribution la compétence des chercheurs universitaires et la connaissance des acteurs du système de justice. C’est une façon de mettre la recherche au service des gens, mais aussi au service de l’institution juridique. On cherche ici des solutions concrètes aux problèmes rencontrés par les justiciables », poursuit Pierre Noreau.

Bénéficiant d’une subvention de 2,5 millions de dollars du *Conseil de recherches en sciences humaines du Canada*, ADAJ reçoit également l’appui de 1,4 millions de dollars des différents partenaires du projet. Les travaux du consortium se poursuivront sur une période de six ans. « Il s’agit du plus grand projet de recherche du genre au Canada », souligne Vincent Gautrais, directeur du Centre de recherche en droit public, « et c’est très heureux qu’il se soit développé ici, au Québec. ADAJ est un modèle à suivre. Il prouve qu’on peut construire de véritables ponts entre le monde universitaire et le monde de la pratique juridique. La recherche est clairement mise ici au service du bien public ».

Conçu à l’origine dans le cadre de l’[Observatoire du droit à la justice](#), ADAJ favorise le développement de la relève dans le domaine de recherche sur la justice. « Plus de 150 étudiants assisteront les chercheurs associés au projet », rappelle Jean-François Gaudreault-Desbiens, doyen de la Faculté de droit de l’Université de Montréal. « Le projet ADAJ sera un véritable laboratoire, tant sur le plan de la recherche et de la formation que sur le plan de l’action et du changement ».

– 30 –

Renseignements : Kilicom Relations publiques

Ann-Julie Dion
514 845-8222, p. 224
ajdion@kilicom.com

Stéphanie Quirion
514 845-8222, p. 223
squirion@kilicom.com